

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**Séance du 28 mars 2018****Objet n° 7** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Ibrahim Dönmez, Mme Mahinur Ozdemir, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beauafort, Mohamed Echouel, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mmes Barbara Trachte, Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Mme Bernadette Vriamont, Conseillers communaux; M. Youssef Abslimou Ouadrassi, Conseiller Communal; M. Arnaud Verstraete, Conseiller communal; M. Taoufik Ben Addi, Conseiller Communal; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Jean-Pierre Van Gorp, Mme Cécile CJ. Jodogne, MM. Emin Ozkara, Halis Kökten, Mmes Derya Alic, Filiz Güles, Angelina Chan, M. Mohamed Reghif, Mme Jamila Sanhayi, MM. Burim Demiri, Abdallah Kanfaoui, Ahmed El Maslouhi, Mme Fatiha El Khattabi, M. Abdelkrim Ayad, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: M. Saït Köse, Échevin.

#Objet : Règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle des subventions communales #

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 119 et 123,4° de la nouvelle loi communale;
Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;
Vu la circulaire 30 novembre 2006 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les Communes;
Considérant la décision du Conseil communal du 23 mars 2016;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 mars 2018;

DECIDE :

D'approuver le nouveau règlement comme suit

Règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle des subventions communales

Titre I	Champ d'application
Titre II	Bénéficiaires d'une subvention
Titre III	Demande d'une subvention - Forme et délais
Titre IV	Décision d'octroi de subventions
Titre V	Conventions
Titre VI	Modalités de contrôle de la subvention
Titre VII	Pièces justificatives à fournir
Titre VIII	Modalités de paiement de la subvention
Titre IX	Récupérations des subventions & litige
Titre X	Dispositions finales

Titre I : Champ d'applicationArticle 1

§1. Le présent règlement s'applique à toute subvention accordée par la Commune de Schaerbeek (ci-après dénommée «la Commune»)

§2. Le règlement ne s'applique pas dans le cadre de subventions qu'une disposition légale met obligatoirement à charge du budget communal

Article 2

Par subvention, il y a lieu d'entendre toute contribution, avantage ou aide accordée par la Commune, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination.

Titre II : Bénéficiaires d'une subventionArticle 3

Toute personne physique ou morale, ainsi que toute association de personnes physiques ou morales, peut introduire une demande de subvention en vue de soutenir un projet ou initiative visant à améliorer la qualité de vie des Schaerbeekois.

Titre III : Demande d'une subvention - Forme et délaisArticle 4

§1. Hormis les dispositions particulières prévues dans des réglementations spécifiques, la demande de subvention doit être introduite et adressée au Collège des Bourgmestre et Echevins soit:

- par courrier postal (Place Colignon, 1 à 1030 Schaerbeek);
- par courriel aux adresses électroniques renseignées en fonction de la subvention ou prime demandée;

- en remplissant un formulaire de circonstance via l'espace personnel sur le site web de la Commune (www.schaerbeek.be).

§2. Hormis le cas où la demande de subvention concerne une prime spécifique ou un projet pour lequel une autre autorité publique a arrêté des délais spécifiques, la demande doit être introduite dans les délais suivants:

1. S'il s'agit d'une demande liée à un projet ponctuel et isolé dans le temps tel que braderie, brocante, fête de quartier, marché unique et spécifique, la demande devra parvenir au Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune de Schaerbeek **30 jours** calendrier au moins avant la date de l'évènement.
2. S'il s'agit d'une demande liée à un projet s'étalant dans le temps, la demande ne pourra porter que sur une année civile et devra parvenir au Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard pour **le 1er octobre de l'année qui précède** celle pour laquelle la subvention est sollicitée.
3. S'il était impossible de satisfaire à ces délais et/ou que la demande est justifiée par l'urgence ou par une demande du Collège des Bourgmestre et Echevins, une dérogation aux deux points qui précèdent pourrait être accordée par ce même Collège.

Article 5

Sans préjudice de dérogation prévue dans un règlement spécifique à une subvention pour lesquelles des formulaires ad hoc sont prévus, la demande de subvention doit comporter:

1. Les coordonnées complètes du demandeur;
2. Une description du projet ou de la raison pour laquelle la subvention est sollicitée, précisant la période exacte sur laquelle il porte;
3. Le montant de la subvention demandée et sa justification;
4. Si la subvention est en tout ou en partie non numéraire, le demandeur devra en préciser la nature exacte (prêt de matériel, mise à disposition d'une salle, intervention des services communaux, transport, etc.) afin de permettre à l'administration d'en estimer le coût réel pour la Commune[];

Titre IV : Décision d'octroi de subvention

Article 6

La décision d'octroi d'une subvention communale est laissée à la libre appréciation de la Commune, dans le respect du principe d'égalité et non-discrimination et des dispositions légales et réglementaires en vigueur, en fonction des priorités qu'elle a définies et dans les limites des crédits budgétaires disponibles. La Commune motivera par ailleurs les éventuels refus d'octroi de subvention

Titre V : Conventions

Article 7

§ 1. Toute personne définie à l'article 3 qui bénéficie d'une **subvention nominative au budget communal, supérieure à 4.500,00 €** par an, **devra signer une convention de partenariat avec la Commune de Schaerbeek.**

a. Si la subvention est récurrente sur plusieurs exercices,

Le bénéficiaire signera avec la Commune une convention cadre pluriannuelle dont la durée ne pourra excéder 5 années. Les conventions cadres pluriannuelles définiront le cadre des relations entre la Commune et les bénéficiaires. Pour chaque exercice couvert par la convention, il sera annexé à cette convention cadre pluriannuelle un plan d'objectifs annuel. Ce plan d'objectifs annuel sera approuvé chaque année par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le plan d'objectifs annuel annexé à la convention cadre pluriannuelle définira:

1. Le montant de la subvention pour l'exercice budgétaire en cours approuvé par le Conseil communal;
2. Les objectifs annuels à atteindre, les tâches que cela implique et les indicateurs permettant d'évaluer le degré de réalisation de ces objectifs[];
3. L'accord des parties concernées.

b. Si la subvention n'est pas récurrente

Le bénéficiaire signera avec la Commune une convention annuelle de partenariat.

§ 2. Les conventions préciseront notamment :

1. Les informations concernant les parties prenantes;
2. La période couverte par la convention cadre pluriannuelle ou convention annuelle;
3. Les missions et tâches à réaliser par le bénéficiaire pour pouvoir prétendre à la subvention communale;
4. La nature, l'étendue, les conditions d'utilisation ainsi que les justifications exigées du bénéficiaire et les délais dans lesquels ces justifications doivent être produites;
5. Les dispositions particulières liées à l'octroi de subside(s) indirect(s) ou avantage(s) en nature;
6. Le montant estimé des subvention(s) indirecte(s) et/ou, le cas échéant, la description précise du type d'avantage(s) fourni(s) à titre de subvention par la Commune et l'estimation de leur coût réel pour la Commune;
7. Le montant:
 - de la subvention, en cas de convention annuelle;
 - estimé des subventions pour les exercices concernés, en cas de convention cadre pluriannuelle;
8. Les objectifs à atteindre et les indicateurs permettant d'évaluer le degré de réalisation des

objectifs

- dans la convention annuelle, si la subvention n'est pas récurrente sur plusieurs exercices
 - dans le plan d'objectifs annuel annexé à la convention cadre pluriannuelle, si la subvention est récurrente durant plusieurs exercices;
9. Que la liquidation de la subvention est subordonnée:
- pour les subventions non-récurrentes, à la conformité des justificatifs comptables requis;
 - pour les subventions récurrentes sur plusieurs exercices, à la conformité des justificatifs comptables requis et à l'approbation du Collège des Bourgmestres et Echevins donnée sur base du rapport d'évaluation annuel de réalisation des objectifs lors de l'exercice social écoulé «N-1». Cette disposition n'est cependant pas applicable pour le premier exercice couvert par la convention cadre pluriannuelle;
10. Que le bénéficiaire s'engage (par signature de ladite convention) à respecter les législations et règlements en tous domaines dans le cadre de son action (règlements sociaux, dispositions réglementaires en matière de rémunération, en matière de marchés publics, etc.) ;
11. Que le bénéficiaire a pris connaissance du présent règlement et qu'il a déclaré en accepter toutes les dispositions

Titre VI : Modalités de contrôle de la subvention

Article 8

§ 1. La Commune vérifie si les subventions sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été octroyées et si la subvention a été utilisée de façon appropriée.

§ 2. La Commune a le droit de procéder à un contrôle sur place de l'emploi de la subvention qu'elle a octroyée. Elle peut solliciter toutes pièces justificatives complémentaires qui n'auraient pas été déposées par le demandeur.

§ 3. Lorsque plusieurs subventions sont octroyées par la Commune à un même organisme bénéficiaire, l'ensemble des subventions sont considérées comme une seule et unique subvention pour l'application des modalités de contrôle détaillées en l'article 8 et obligations à respecter en matière de transmission des pièces justificatives listées dans les articles 9 à 12 du présent règlement.

§ 4. Si la Commune intervient comme autorité subsidiaire complémentaire à un projet subventionné par une autre autorité publique exerçant déjà des procédures de contrôle, la Commune peut renoncer à l'application des modalités de contrôle du présent article pour autant que la subvention s'inscrive dans la même utilisation et en vertu des mêmes fins.

Titre VII : Pièces justificatives à fournir

Article 9

§ 1. Les exigences relatives aux pièces justificatives à fournir diffèrent selon les critères suivants :

- les subventions d'une valeur inférieure ou égale à 1.250,00€ par an;
- les subventions d'une valeur comprises entre 1.250,00€ et 4.500,00 € par an;
- les subventions nominatives au budget communal d'une valeur supérieure à 4.500,00€ par an;
- les enveloppes de subventions non nominatives au budget communal d'une valeur supérieure à 4.500,00€ par an;

§2. Les justificatifs seront transmis au service de l'Administration communale en charge des relations avec la personne ou organisation bénéficiaire, soit par voie postale, soit par courriel ou via l'espace personnel accessible sur le site www.schaerbeek.be.

Article 10

Pour les subventions d'une valeur inférieure ou égale à 1.250,00€ par an, le bénéficiaire de la subvention transmettra, selon les cas, les pièces nécessaires à la production du dossier et/ou les justificatifs prouvant que la subvention a été utilisée aux fins pour lesquelles elle a été accordée, selon les modalités détaillées dans les règlements spécifiques à certaines primes ou subventions. La Commune pourrait procéder au contrôle de ces éléments.

Article 11

Pour les subventions d'une valeur comprise entre 1.250,00€ et 4.500,00€ par an, hormis les dispositions particulières prévues dans des réglementations spécifiques exigeant la production de justificatifs complémentaires, le bénéficiaire de la subvention doit transmettre à la Commune les pièces nécessaires à la production du dossier et/ou les justificatifs prouvant que la subvention de l'exercice social écoulé «N-1» a été utilisée aux fins pour lesquelles elle a été accordée (sauf si pas de subvention en «N-1»). La Commune pourrait procéder au contrôle de ces éléments.

Article 12

§1. Pour les subventions d'une valeur supérieure à 4.500,00 € par an, le bénéficiaire de la subvention doit transmettre avant le 15 septembre de l'année (au cours de laquelle la subvention est inscrite au budget communal) au service de l'Administration communale en charges des relations avec bénéficiaire:

1. Les statuts de la personne morale définie à l'article 3 du présent Règlement tels que publiés au Moniteur belge. Lorsque la personne morale a déjà bénéficié d'un subside et déposé ses statuts, elle ne doit transmettre ceux-ci qu'en cas de modification de ces derniers, en attirant l'attention sur la modification.
2. Les comptes de l'exercice social écoulé «N-1» selon le modèle imposé par la législation en vigueur pour les personnes morales définies à l'article 3 du présent Règlement;
3. La balance des comptes généraux de l'exercice social écoulé «N-1» (sauf si le bénéficiaire tient

- une comptabilité simplifiée);
- 4. Le budget prévisionnel de l'exercice courant mentionnant les autres subventions à percevoir et sources de financement éventuelles[];
- 5. Le procès-verbal de l'Assemblée Générale de la personne morale définie à l'article 3 du présent Règlement approuvant les comptes de l'exercice social écoulé «N-1» et le budget prévisionnel ;
- 6. La preuve que les comptes de l'exercice social écoulé «N-1» ont été déposés à la BNB (Très Grande ASBL, Grande ASBL, Société à finalité sociale et Intercommunales) et au greffe du tribunal de Commerce (Petite ASBL)[];
- 7. Un rapport d'activité rendant explicite la politique globale de la personne définie à l'article 3 du présent Règlement
- 8. Un rapport de gestion et de la situation financière qui commente les comptes (affectation et utilisation du résultat de l'exercice et du résultat cumulé) en vue d'exposer d'une manière fidèle l'évolution de la situation financière de la personne morale définie à l'article 3 du présent Règlement

§2. Pour les personnes morales définies à l'article 3 du présent Règlement dont les activités :

- soit sont majoritairement financées par les autorités communales,
- soit sont soumises à la tutelle de la Commune,
- soit dont plus de la moitié des membres du Conseil d'administration ou de l'assemblée générale sont des mandataires publics,

le rapport de gestion contiendra impérativement un chapitre énumérant les mesures prises pour assurer la bonne gouvernance de l'organisme subventionné fournissant des informations:

- Quant au régime financier appliqué à leurs mandataires, à savoir: le montant des rémunérations, jetons de présence, les avantages de toute nature et frais de représentation dont ils bénéficient;
- Sur le taux de présence des mandataires aux différentes réunions sous forme de relevé, ainsi que le montant total des jetons de présence ;
- Sur les montants versés annuellement à chacun des mandataires.

§3. Pour les subventions d'une valeur supérieure à 4.500,00 € par an nominatives au budget, le bénéficiaire de la subvention doit, en plus des justificatifs cités au paragraphe 1, également transmettre[]:

1. Une convention de partenariat approuvée par le Conseil communal (conformément à l'article 7 du présent Règlement) **et le plan d'objectifs annuel approuvé par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour l'exercice N quand la subvention est récurrente sur plusieurs exercices.**
2. Lorsque le bénéficiaire a bénéficié d'une subvention nominative de plus de 4.500€ lors de l'exercice social écoulé «N-1», il remettra un rapport sur le degré de réalisation des objectifs annuels au cours de l'exercice social écoulé «N-1».

Article 13

Lorsque les comptes annuels du bénéficiaire affichent en fin d'exercice:

§1. un solde positif supérieur au montant de la subvention annuelle, la Commune demandera au bénéficiaire, qu'un rapport sur l'origine et l'affectation de ce boni soit fourni en même temps que les comptes annuels. Sur base de ce rapport, le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve le droit soit de diminuer le montant de la subvention, soit de suspendre l'attribution de la subvention et ceci jusqu'à ce que le boni cumulé soit inférieur à la subvention annuelle.

§2. un solde négatif en fin d'exercice supérieur au montant de la subvention communale, la Commune demandera au bénéficiaire qu'un plan financier soit fourni en même temps que les comptes annuels et que soient précisées les mesures prises pour atteindre l'équilibre financier.

Titre VIII : Modalités de paiement de la subvention

Article 14

§1. La Commune applique des procédures et modalités de paiement différentes en fonction du montant total de la subvention.

§2. Pour les subventions d'une valeur inférieure ou égale à 1.250,00€ par an, la Commune procède au paiement complet de la subvention, après contrôle - sauf application de l'article 8 §4 et hormis les dispositions particulières prévues dans des réglementations spécifiques - de la validité des justificatifs et pièces transmis par le bénéficiaire en application de l'article 10.

§3 Pour les subventions d'une valeur comprise entre 1.250,00€ et 4.500,00€ par an, la Commune procède au paiement complet de la subvention, après contrôle - sauf application de l'article 8 §4 et hormis les dispositions particulières prévues dans des réglementations spécifiques - de la validité des justificatifs et pièces transmis par le bénéficiaire en application de l'article 11, sans préjudice éventuel des dispositions particulières prévues dans des réglementations spécifiques exigeant la production de justificatifs complémentaires.

§4. Pour les subventions récurrentes d'un montant supérieur à 4.500,00 € par an, la liquidation est également subordonnée à l'évaluation (consignée dans un rapport) du degré de réalisation des objectifs lors de l'exercice social écoulé «N-1» détaillés dans le plan d'objectifs annuel établi pour cet exercice «N-1» par le service communal en charge des relations avec la personne bénéficiaire (**à l'exception du premier exercice couvert par la convention cadre pluriannuelle**).

Le Collège des Bourgmestre et Echevins adaptera le montant de la subvention à liquider en fonction du

degré de réalisation des objectifs fixés.

Cette modalité n'est pas d'application pour le premier exercice concerné par la convention cadre pluriannuelle.

§5. En cas d'irrespect des conditions d'utilisation de la subvention ou de l'absence des justifications de dépenses, la subvention octroyée en «N-1» devra être remboursée au cours de l'exercice «N»

Article 15

La liquidation d'une subvention doit correspondre à l'année à laquelle elle se rapporte. Une limite d'un exercice supplémentaire (N+1) est fixée pour le report des crédits budgétaires. Au-delà de ce délai, soit au 31 décembre de l'exercice N+1, l'exigibilité d'une subvention est nulle.

Article 16

§1. Les bénéficiaires dont les charges de fonctionnement sont, pour l'exercice social écoulé, supérieures aux 2/3 des charges d'exploitation inscrites au compte de résultats et/ou reçoivent une subvention égale ou supérieure à 7.000,00 € peuvent demander de l'Administration communale de Schaerbeek, de se voir accorder la liquidation de 80% de la subvention de l'année N soit par douzième (mensuellement) ou en une fois, en remettant un rapport motivé sur la nécessité de recevoir l'entièreté de l'avance.

Cette liquidation de l'avance est sujette à l'accord préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins et peut être demandée une fois le budget communal rendu exécutoire par l'approbation de ce dernier par l'Autorité supérieure.

§2. L'avance perçue devra être intégralement remboursée à la Commune si les justificatifs détaillés aux articles 11 et 12 du présent Règlement n'ont pas été introduits auprès de la Commune pour le 31 juillet de l'exercice suivant l'exercice au cours duquel une subvention communale avait été accordée.

Titre IX : Récupération des subventions & litiges

Article 17

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de la restituer, en tout ou en partie, dans les cas mentionnés[]:

§1. À l'article 7 de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions accordées par les Communes.

§2. Aux articles 8§1, 14§5 et 16§2 du présent règlement.

§3. Il sera sursis à l'octroi de nouvelles subventions dans les cas mentionnés à l'article 8 de la loi mentionnée au paragraphe 1.

Article 18

Tout bénéficiaire perdra le bénéfice de la subvention dans les cas suivants:

1. Le double subventionnement pour une même dépense;
2. La confusion entre les comptes du bénéficiaire et de ceux des dirigeants;
3. La confusion entre les comptes de plusieurs bénéficiaires;
4. Le non-respect de la loi sur les ASBL, les fondations, les sociétés à finalité sociale ou les intercommunales;
5. Le non-respect des règles prescrites dans les arrêtés de subventionnement;
6. Le non-respect des lois fiscales, sociales et comptables;
7. Le non-respect de la législation en matière de marchés publics;
8. Le non-respect des lois et réglementations sectorielles;
9. La non-fiabilité des comptes annuels;
10. Le non-respect du présent règlement;
11. La mise en liquidation du bénéficiaire, antérieure à l'utilisation de la subvention

Article 19

Aucune compensation ne peut être opérée par le bénéficiaire d'une subvention envers la Commune du chef des montants dont il serait redevable envers la Commune.

Titre X : Dispositions finales

Article 20

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut indexer les montants fixés par le présent règlement.

Article 21

§1. L'entrée en vigueur de ce règlement est immédiate après son approbation par le Conseil Communal pour les subventions ponctuelles.

§2. L'entrée en vigueur de ce règlement est partielle pour les autres subventions; Les dispositions contenues dans ce Règlement seront appliquées immédiatement après son approbation par le Conseil Communal, à l'exception des modalités contenues dans les articles 4 et 5 qui ne s'appliqueront qu'à partir des subventions octroyées au budget communal 2019.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 28 mars 2018.

Par le Conseil:

David Neuprez
Secrétaire Communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK**Vergadering van 28 maart 2018****Voorwerp nr 7** van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Ibrahim Dönmez, Mevr. Mahinur Ozdemir, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mohamed Echouel, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Barbara Trachte, Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Mevr. Bernadette Vriamont, Gemeenteraadsleden; H. Youssef Abslimou Ouadrassi, Gemeenteraadslid; H. Arnaud Verstraete, Gemeenteraadslid; H. Taoufik Ben Addi, Gemeenteraadslid; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Jean-Pierre Van Gorp, Mevr. Cécile Cj. Jodogne, HH. Emin Ozkara, Halis Kökten, Mevr. Derya Alic, Filiz Güles, Angelina Chan, H. Mohamed Reghif, Mevr. Jamila Sanhayi, HH. Burim Demiri, Abdallah Kanfaoui, Ahmed El Maslouhi, Mevr. Fatiha El Khattabi, H. Abdelkrim Ayad, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: H. Saït Köse, Schepen.

#Objet : Reglement betreffende de toekenning, de aanwending en de controle van gemeentelijke subsidies #

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikel 117, 119 en 123,4° van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige subsidies;
Gelet op de omzendbrief van 30 november 2006 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van subsidies verleend door de gemeenten;
Overwegende het besluit van de gemeenteraad van 23 maart 2016;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 maart 2018;

BESLUIT:

Om het nieuwe reglement als volgt goed te keuren

Reglement betreffende de toekenning, aanwending en controle van gemeentelijke subsidies

Titel I:	Toepassingsgebied
Titel II:	Begunstigden van een subsidie
Titel III:	Aanvraag van een subsidie - Vorm en termijnen
Titel IV:	Beslissing om een subsidie toe te kennen
Titel V:	Overeenkomsten
Titel VI:	Modaliteiten voor de controle op subsidies
Titel VII:	Te verstrekken bewijsstukken
Titel VIII:	Modaliteiten voor de betaling van subsidies
Titel IX:	Terugvordering van subsidies & geschillen
Titel X:	Slotbepalingen

Titel I: Toepassingsgebied**Artikel 1**

§1. Het onderhavige reglement is van toepassing op elke subsidie die door de Gemeente Schaarbeek wordt toegekend (hierna "de Gemeente" genoemd)

§2. Het reglement is niet van toepassing op subsidies die volgens een wettelijke bepaling verplicht ten laste van de gemeentelijke begroting zijn.

Artikel 2

Onder subsidie verstaat men elke bijdrage, elk voordeel of elke steun die door de Gemeente wordt toegekend, ongeacht de vorm of naam ervan.

Titel II : Begunstigden van een subsidie**Artikel 3**

Elke natuurlijke of rechtspersoon, alsook elke vereniging van natuurlijke of rechtspersonen, kan een subsidie aanvragen voor een project of initiatief om de levenskwaliteit van de Schaarbekenaren te verbeteren.

Titel III: Aanvraag van een subsidie - Vorm en termijnen**Artikel 4**

§1. Behoudens de bijzondere bepalingen die in specifieke reglementen zijn voorzien, moet de aanvraag voor een subsidie als volgt worden ingediend bij en gericht aan het College van Burgemeester en Schepenen:

- via de post (Colignonplein 1 te 1030 Schaarbeek);
- via e-mail aan de daartoe voorziene e-mailadressen, naargelang van de gevraagde premie of subsidie;
- door het gepaste formulier in te vullen via de persoonlijke ruimte op de website van de Gemeente (www.schaarbeek.be).

§2. Behoudens het geval waarin de aanvraag voor een subsidie betrekking heeft op een specifieke premie of een project waarvoor een andere overheidsinstantie specifieke termijnen heeft vastgelegd, moet de aanvraag binnen de volgende termijnen worden ingediend:

1. Als het gaat om een aanvraag in verband met een eenmalig en in de tijd beperkt project, zoals een braderie, rommelmarkt, wijkfeest, eenmalige en specifieke markt, moet de aanvraag minstens **30 kalenderdagen** vóór de datum van het evenement worden ingediend bij het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente Schaarbeek.
2. Als het gaat om een aanvraag in verband met een project dat zich in de tijd uitstrekt, mag de aanvraag slechts betrekking hebben op één kalenderjaar en moet ze uiterlijk op **1 oktober van het jaar dat vooraf gaat aan** het jaar waarvoor de subsidie wordt aangevraagd, worden ingediend bij het College van Burgemeester en Schepenen.
3. Als deze termijnen niet konden worden nageleefd en/of de aanvraag gerechtvaardigd is wegens hoogdringendheid of een aanvraag van het College van Burgemeester en Schepenen, kan het College een afwijking op de twee voorgaande punten toestaan.

Artikel 5

Onverminderd de afwijking die is voorzien in een specifiek reglement voor een subsidie waarvoor ad hoc formulieren zijn voorzien, moet de aanvraag het volgende bevatten:

1. De volledige gegevens van de aanvrager;
2. Een beschrijving van het project of de reden waarom de subsidie wordt aangevraagd, met vermelding van de precieze periode waarop ze betrekking heeft;
3. Het bedrag van de aangevraagde subsidie en de rechtvaardiging ervan;
4. Als het geheel of gedeeltelijk om een niet-geldelijke subsidie gaat, moet de aanvrager de precieze aard vermelden (lenen van materiaal, ter beschikking stellen van een zaal, tussenkomst van de gemeentelijke diensten, vervoer, enz.), zodat het gemeentebestuur de werkelijke kosten voor de Gemeente kan inschatten;

Titel IV: Beslissing om een subsidie toe te kennen

Artikel 6

De beslissing om een gemeentelijke subsidie toe te kennen wordt overgelaten aan de Gemeente, met respect voor het gelijkheids- en non-discriminatiebeginsel en de geldende wettelijke en regelgevende bepalingen, naargelang van de prioriteiten van de Gemeente en binnen de grenzen van de beschikbare begrotingsmiddelen. Overigens zal de Gemeente een eventuele weigering van een subsidie motiveren.

Titel V: Overeenkomsten

Artikel 7

§ 1. Iedere in artikel 3 bepaalde persoon die geniet van een **subsidie die onder de gemeentelijke begroting valt, van meer dan 4.500,00 €** per jaar, **moet een partnerschapsovereenkomst ondertekenen met de Gemeente Schaarbeek.**

a. Als de subsidie in meerdere boekjaren wordt toegekend,

De begunstigde zal met de Gemeente een raamovereenkomst voor meerdere jaren ondertekenen, die niet langer dan 5 jaar mag duren. In de raamovereenkomsten voor meerdere jaren zullen de relaties tussen de Gemeente en de begunstigde worden vastgelegd. Voor elk boekjaar waarop de overeenkomst betrekking heeft, zal een jaarlijks plan met doelstellingen bij deze raamovereenkomst voor meerdere jaren worden gevoegd. Het College van Burgemeester en Schepenen zal dit jaarlijks plan met doelstellingen ieder jaar goedkeuren.

In het jaarlijks plan met doelstellingen dat bij de raamovereenkomst voor meerdere jaren wordt gevoegd, zal het volgende worden vastgelegd:

1. Het bedrag van de subsidie voor het lopende begrotingsjaar, goedgekeurd door de Gemeenteraad;
2. De doelstellingen die ieder jaar moeten worden gehaald, de taken die hiervoor nodig zijn en de indicatoren waarmee de realisatiegraad van deze doelstellingen kan worden bepaald
3. Het akkoord van de betrokken partijen.

b. Als de subsidie eenmalig is

De begunstigde zal met de Gemeente een jaarlijkse partnerschapsovereenkomst ondertekenen.

§ 2. In de overeenkomsten zal het volgende worden vastgelegd:

1. De informatie over de betrokken partijen
2. De periode waarop de raamovereenkomst voor meerdere jaren of de jaarlijkse overeenkomst betrekking heeft;
3. De opdrachten en taken die de begunstigde moet uitvoeren om aanspraak te kunnen maken op de gemeentelijke subsidie;
4. De aard, omvang, gebruiksvoorwaarden en bewijsstukken die van de begunstigde worden gevraagd en de termijnen waarbinnen deze bewijsstukken moeten worden voorgelegd;
5. De bijzondere bepalingen in verband met de toekenning van onrechtstreekse subsidies of

- voordelen in natura;
6. Het geraamde bedrag van de onrechtstreekse subsidie(en) en/of, desgevallend, de precieze beschrijving van het soort voordeel dat als subsidie wordt verstrekt door de Gemeente en de raming van de werkelijke kosten voor de Gemeente;
 7. Het bedrag:
 - o van de subsidie, in geval van een jaarlijkse overeenkomst,
 - o geschat voor de boekjaren in kwestie, in geval van een raamovereenkomst voor meerdere jaren;
 8. De te behalen doelstellingen en de indicatoren waarmee de realisatiegraad van de doelstellingen kan worden bepaald
 - o in de jaarlijkse overeenkomst, als de subsidie niet in meerdere boekjaren wordt toegekend
 - o in het jaarlijkse plan met doelstellingen dat bij de raamovereenkomst voor meerdere jaren wordt gevoegd, als de subsidie in meerdere jaren wordt toegekend;
 9. Dat de uitbetaling van de subsidie onderworpen is:
 - o wat eenmalige subsidies betreft, aan de gelijkvormigheid van de vereiste boekhoudkundige stukken
 - o wat subsidies over verscheidene boekjaren betreft, aan de gelijkvormigheid van de vereiste boekhoudkundige stukken en aan de goedkeuring van het College van Burgemeester en Schepenen, op basis van het jaarlijkse evaluatierapport over de realisatie van de doelstellingen tijdens het verstreken boekjaar "N-1". Deze bepaling geldt echter niet voor het eerste boekjaar waarop de raamovereenkomst voor meerdere jaren betrekking heeft
 10. Dat de begunstigde zich ertoe verbindt (door de voornoemde overeenkomst te ondertekenen) om de wetgeving en regelgeving op alle domeinen in het kader van zijn actie na te leven (sociale regelgeving, regelgevende bepalingen op het vlak van vergoedingen, regelgevende bepalingen op het vlak van overheidsopdrachten, enz.);
 11. Dat de begunstigde kennis heeft genomen van het onderhavige reglement en dat hij heeft verklaard alle bepalingen ervan te aanvaarden.

Titel VI: Modaliteiten voor de controle op subsidies □

Artikel 8

§ 1. De Gemeente controleert of de subsidies worden aangewend voor de doeleinden waarvoor ze werden toegekend en of de subsidie op de gepaste manier werd aangewend.

§ 2. De Gemeente heeft het recht om een controle uit te voeren op de plaats waar de door haar toegekende subsidie wordt aangewend. Ze kan alle aanvullende bewijsstukken opvragen die de aanvrager niet heeft voorgelegd.

§ 3. Wanneer de Gemeente verscheidene subsidies toekent aan eenzelfde begunstigde organisatie, worden alle subsidies samen als één enkele subsidie beschouwd wat betreft de toepassing van de controlemodaliteiten uit artikel 8 en de verplichtingen in verband met het voorleggen van de bewijsstukken uit artikel 9 tot 12 van het onderhavige reglement.

§ 4. Als de Gemeente optreedt als aanvullende subsidiërende instantie voor een project dat wordt gesubsidieerd door een andere overheidsinstantie die al controleprocedures toepast, kan de Gemeente afzien van de toepassing van de controlemodaliteiten uit het onderhavige artikel voor zover de subsidie voor hetzelfde gebruik en voor dezelfde doeleinden dient.

Titel VII: Te verstrekken bewijsstukken

Artikel 9

§ 1. De vereisten inzake de te verstrekken bewijsstukken verschillen naargelang van de volgende criteria:

- subsidies met een waarde van minder dan of gelijk aan 1.250,00€ per jaar;
- subsidies met een waarde van 1.250,00€ tot 4.500,00€ per jaar;
- in de gemeentelijke begroting nominatief ingeschreven subsidies met een waarde van meer dan 4.500,00€ per jaar;
- niet-nominatieve subsidieringskredieten met een waarde van meer dan 4.500,00€ per jaar.

§ 2. De bewijsstukken moeten worden voorgelegd aan de gemeentelijke dienst die instaat voor de relaties met de begunstigde persoon of organisatie, ofwel via de post, ofwel via e-mail of via de persoonlijke ruimte op de website www.schaarbeek.be.

Artikel 10

Voor subsidies met een waarde van minder dan of gelijk aan 1.250,00€ per jaar zal de begunstigde van de subsidie, naargelang van het geval, de nodige stukken voorleggen voor de opmaak van het dossier en/of de bewijsstukken waaruit blijkt dat de subsidie werd aangewend voor de doeleinden waarvoor ze werd toegekend, volgens de modaliteiten uit de specifieke reglementen voor bepaalde premies of subsidies. De Gemeente kan deze elementen controleren.

Artikel 11

Voor subsidies met een waarde van 1.250,00€ tot 4.500,00€ per jaar zal de begunstigde van de subsidie, behoudens de bijzondere bepalingen uit de specifieke reglementen inzake het voorleggen van aanvullende bewijsstukken, aan de Gemeente de nodige stukken bezorgen voor de opmaak van het dossier en/of de bewijsstukken waaruit blijkt dat de subsidie voor het verstreken boekjaar "N-1" werd aangewend voor de doeleinden waarvoor ze werd toegekend (tenzij er geen subsidie in "N-1" wordt toegekend). De Gemeente kan deze elementen controleren.

Artikel 12

§1. Voor subsidies met een waarde van meer dan 4.500,00 € per jaar moet de begunstigde van de subsidie vóór 15 september van het jaar (waarin de subsidie wordt ingeschreven in de gemeentelijke begroting) het volgende voorleggen aan de gemeentelijke dienst die instaat voor de relaties met de begunstigde:

1. De statuten van de rechtspersoon die in artikel 3 van het onderhavige Reglement wordt bepaald, zoals gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad. Wanneer de rechtspersoon al een subsidie heeft genoten en zijn statuten heeft neergelegd, moet ze die enkel voorleggen in het geval van een wijziging hiervan, door de aandacht te vestigen op de wijziging.
2. De rekeningen voor het verstreken boekjaar "N-1" volgens het wettelijk voorziene model voor rechtspersonen, bepaald in artikel 3 van het onderhavige Reglement;
3. De balans van de algemene rekeningen voor het verstreken boekjaar "N-1" (behalve als de begunstigde een vereenvoudigde boekhouding voert);
4. De voorlopige begroting voor het lopende boekjaar, met vermelding van de andere te ontvangen subsidies en eventuele financieringsbronnen;
5. De notulen van de Algemene Vergadering van de rechtspersoon, bepaald in artikel 3 van het onderhavige Reglement, waarin de rekeningen voor het verstreken boekjaar "N-1" en de voorlopige begroting worden goedgekeurd;
6. Het bewijs dat de rekeningen voor het verstreken boekjaar "N-1" werden neergelegd bij de NBB (Zeer Grote VZW, Grote VZW, Vennootschap met Sociaal Oogmerk en Intercommunales) en bij de griffie van de rechtbank van koophandel (Kleine VZW);
7. Een activiteitenverslag waarin het globale beleid van de rechtspersoon uit artikel 3 van het onderhavige Reglement wordt uiteengezet
8. Een verslag over het beheer en de financiële toestand met toelichtingen bij de rekeningen (bestemming en aanwending van het resultaat voor het boekjaar en het gecumuleerde resultaat), om een getrouw beeld te schetsen van de evolutie van de financiële toestand van de rechtspersoon, bepaald in artikel 3 van het onderhavige Reglement;

§2. Voor de rechtspersonen uit artikel 3 van het onderhavige Reglement waarvan de activiteiten:

- ofwel overwegend worden gefinancierd door de gemeentelijke instanties,
- ofwel onder toezicht staan van de Gemeente,
- ofwel waarbij meer dan de helft van de leden van de Raad van Bestuur en de algemene vergadering openbare mandatarissen zijn,

moet het bestuursverslag een hoofdstuk bevatten over de maatregelen die worden genomen om het goede bestuur te verzekeren van het gesubsidieerde organisme dat de informatie verstrekt:

- Wat betreft de financiële regeling voor hun mandatarissen, namelijk: het bedrag van de vergoedingen, zitpenningen, voordelen van alle aard en representatiekosten die ze ontvangen;
- Over het aanwezigheidspercentage van de mandatarissen op de verschillende vergaderingen, onder de vorm van een overzicht, alsook het totale bedrag van de zitpenningen;
- Over de bedragen die jaarlijks worden gestort aan elk van de mandatarissen.

§3. Voor de in de gemeentelijke begroting nominatief ingeschreven subsidies moet de begunstigde, naast de in paragraaf 1 vermelde bewijsstukken, ook het volgende voorleggen:

1. Een door de Gemeenteraad goedgekeurde partnerschapsovereenkomst (krachtens artikel 7 van het onderhavige Reglement) **en het jaarlijkse plan met doelstellingen, goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen voor boekjaar N, wanneer de subsidie in meerdere jaren wordt toegekend.**
2. Wanneer de begunstigde een nominatieve subsidie van meer dan 4.500€ genoot in het verstreken boekjaar "N-1", zal hij een verslag voorleggen over de realisatiegraad van de jaarlijkse doelstellingen in de loop van het verstreken boekjaar "N-1".

Artikel 13

Wanneer uit de jaarrekeningen van de begunstigde op het einde van het boekjaar blijkt dat:

§1. er een positief saldo van meer dan het bedrag van de jaarlijkse subsidie is, zal de Gemeente aan de begunstigde vragen om een verslag voor te leggen over de herkomst en bestemming van deze tegoeden, samen met de jaarrekeningen. Op basis van dit verslag behoudt het College van Burgemeester en Schepenen zich het recht voor om ofwel het bedrag van de subsidie te verlagen, ofwel de toekenning van de subsidie op te schorten en dit tot de gecumuleerde tegoeden lager zijn dan de jaarlijkse subsidie.

§2. er een negatief saldo van meer dan het bedrag van de gemeentelijke subsidie is op het einde van het boekjaar, zal de Gemeente aan de begunstigde vragen om samen met de jaarrekeningen een financieel plan voor te leggen en om de maatregelen toe te lichten die worden genomen met het oog op een financieel evenwicht.

Titel VIII: Modaliteiten voor de betaling van subsidies

Artikel 14

§1. De Gemeente past verschillende betalingsprocedures en -modaliteiten toe, naargelang van het totaalbedrag van de subsidie.

§2. Voor subsidies met een waarde van minder dan of gelijk aan 1.250,00€ per jaar, betaalt de Gemeente de volledige subsidie na controle - behoudens toepassing van artikel 8 §4 en behoudens de bijzondere

bepalingen uit specifieke reglementen - van de geldigheid van de bewijsstukken en documenten die overeenkomstig artikel 10 worden voorgelegd door de begunstigde.

§3 Voor subsidies met een waarde van 1.250,00€ tot 4.500,00€ per jaar, betaalt de Gemeente de volledige subsidie na controle - behoudens toepassing van artikel 8 §4 en behoudens de bijzondere bepalingen uit specifieke reglementen - van de geldigheid van de bewijsstukken en documenten die overeenkomstig artikel 11 worden voorgelegd door de begunstigde, onverminderd de bijzondere bepalingen uit specifieke reglementen waarin wordt geëist dat aanvullende bewijsstukken worden voorgelegd.

§4. Voor terugkerende subsidies met een waarde van meer dan 4.500,00 € per jaar, is de betaling ook onderworpen aan de evaluatie (vastgelegd in een verslag) van de realisatiegraad van de doelstellingen in de loop van het verstreken boekjaar "N-1", zoals die in het jaarlijkse plan met doelstellingen voor dit boekjaar "N-1" zijn vastgelegd door de gemeentelijke dienst die instaat voor de relaties met de begunstigde (**uitgezonderd het eerste boekjaar waarop de raamovereenkomst voor meerdere jaren betrekking heeft**).

Het College van Burgemeester en Schepenen zal het bedrag van de te betalen subsidie aanpassen afhankelijk van de realisatiegraad van de vastgelegde doelstellingen.

Deze modaliteit geldt niet voor het eerste boekjaar waarop de raamovereenkomst voor meerdere jaren betrekking heeft.

§5. In geval van niet-naleving van de gebruiksvoorwaarden voor de subsidie of afwezigheid van bewijsstukken in verband met de uitgaven, moet de in "N-1" toegekende subsidie worden terugbetaald in boekjaar "N".

Artikel 15

De betaling van een subsidie moet overeenkomen met het jaar waarop ze betrekking heeft. Voor de overdracht van begrotingskredieten geldt een limiet van één bijkomend boekjaar (N+1). Na deze termijn, d.w.z. op 31 december van boekjaar N+1, is een subsidie niet langer opeisbaar.

Artikel 16

§1. De begunstigten wiens werkingskosten, voor het verstreken boekjaar, meer dan 2/3 van het totaal van de bedrijfskosten ingeschreven in de resultatenrekening bedragen en/of die een subsidie ontvangen gelijk aan of groter dan 7.000,00 €, kunnen aan het gemeentebestuur van Schaarbeek vragen om 80% van de subsidie voor het jaar N in twaalf (maandelijke) schijven of in één keer uit te betalen, door een verslag voor te leggen over de noodzaak om het volledige voorschot te ontvangen.

Deze voorschotbetaling is onderworpen aan de voorafgaande goedkeuring van het College van Burgemeester en Schepenen en kan worden aangevraagd van zodra de gemeentelijke begroting uitvoerbaar is verklaard door middel van de goedkeuring hiervan door de hogere instantie.

§2. Het ontvangen voorschot moet integraal worden terugbetaald aan de Gemeente indien de bewijsstukken uit artikel 11 en 12 van het onderhavige Reglement niet aan de Gemeente werden voorgelegd op uiterlijk 31 juli van het boekjaar volgend op het boekjaar waarin een gemeentelijke subsidie werd toegekend.

Titel IX: Terugvordering van subsidies & geschillen

Artikel 17

De begunstigde van een subsidie moet deze geheel of gedeeltelijk terugbetalen in de gevallen die worden vermeld:

§1. In artikel 7 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige subsidies verleend door de gemeenten.

§2. In artikel 8§1, 14§5 en 16§2 van het onderhavige Reglement.

§3. De toekenning van nieuwe subsidies zal worden opgeschort in de gevallen die worden vermeld in artikel 8 van de in paragraaf 1 vernoemde wet.

Artikel 18

Elke begunstigde zal in de volgende gevallen het genot van de subsidie verliezen:

1. Een dubbele subsidie voor eenzelfde uitgave;
2. Verwarring tussen de rekeningen van de begunstigde en die van de bestuurders;
3. Verwarring tussen de rekeningen van verscheidene begunstigten;
4. Niet-naleving van de wet betreffende vzw's, stichtingen, vennootschappen met een sociaal oogmerk of intercommunales;
5. Niet-naleving van de regels die in subsidiebesluiten zijn vastgelegd;
6. Niet-naleving van de fiscale, sociale en boekhoudingswetten;
7. Niet-naleving van de wetgeving inzake overheidsopdrachten;
8. Niet-naleving van de sectoriële wetten en regels;
9. Onbetrouwbaarheid van de jaarrekeningen;
10. Niet-naleving van het onderhavige Reglement;
11. Liquidatie van de begunstigde, vóór de subsidie wordt aangewend.

Artikel 19

De begunstigde van een subsidie kan geen enkele vergoeding eisen van de Gemeente uit hoofde van de bedragen die hij verschuldigd zou zijn aan de Gemeente.

Titel X: Slotbepalingen

Artikel 20

Het College van Burgemeester en Schepenen kan de in het onderhavige Reglement vastgelegde

bedragen indexeren.

Artikel 21

§1. Dit Reglement zal onmiddellijk na de goedkeuring door de Gemeenteraad in werking treden voor eenmalige subsidies.

§2. Voor de andere subsidies zal dit Reglement deels in werking treden; de bepalingen uit dit Reglement zullen onmiddellijk na de goedkeuring door de Gemeenteraad worden toegepast, uitgezonderd de modaliteiten uit artikel 4 en 5 die pas vanaf de subsidies in het kader van de gemeentelijke begroting voor 2019 van toepassing zullen zijn.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 28 maart 2018.

Namens de raad :

David Neuprez
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter